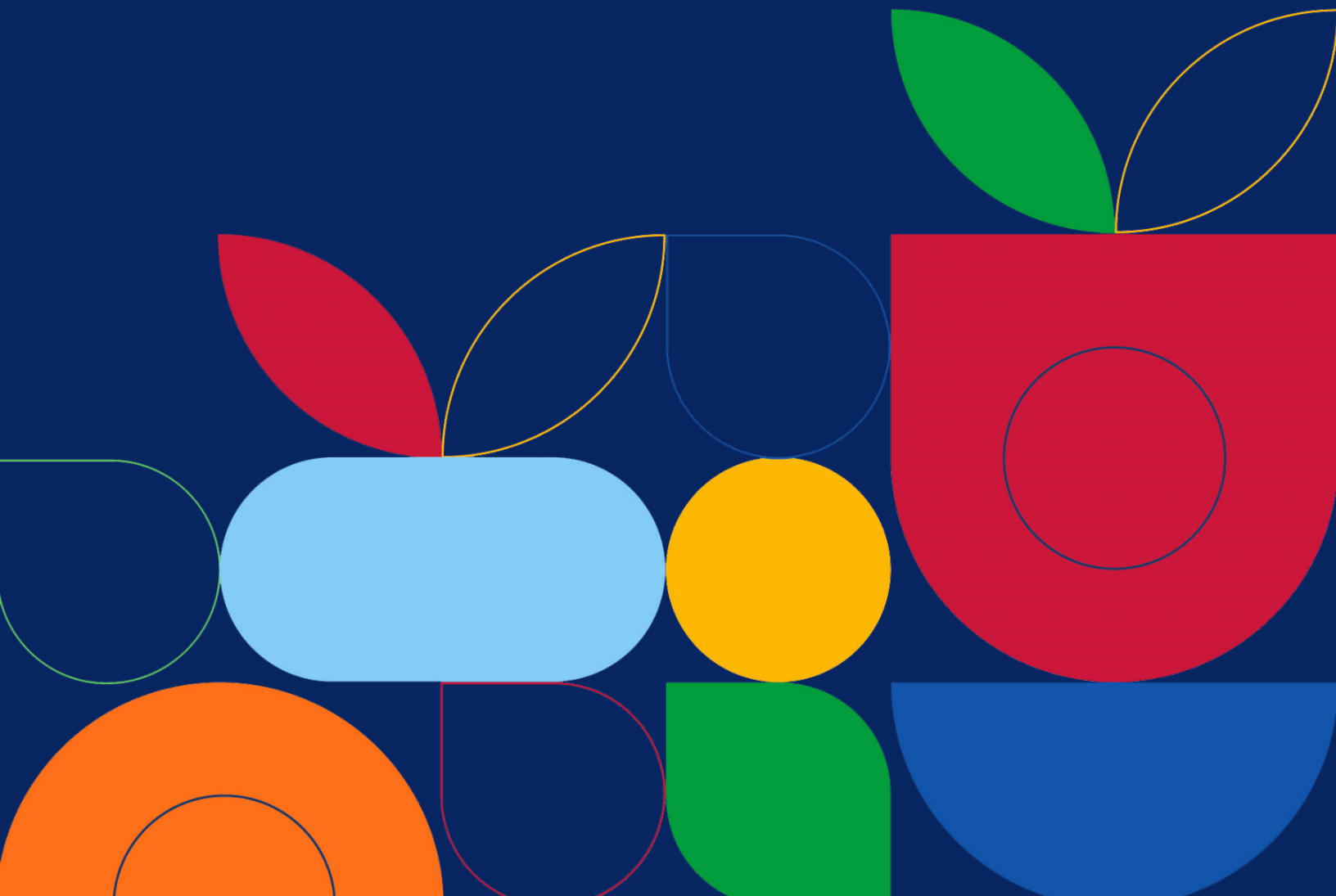




COMPOSANTE 1.1

# Évaluations et diagnostics : Besoins de financement

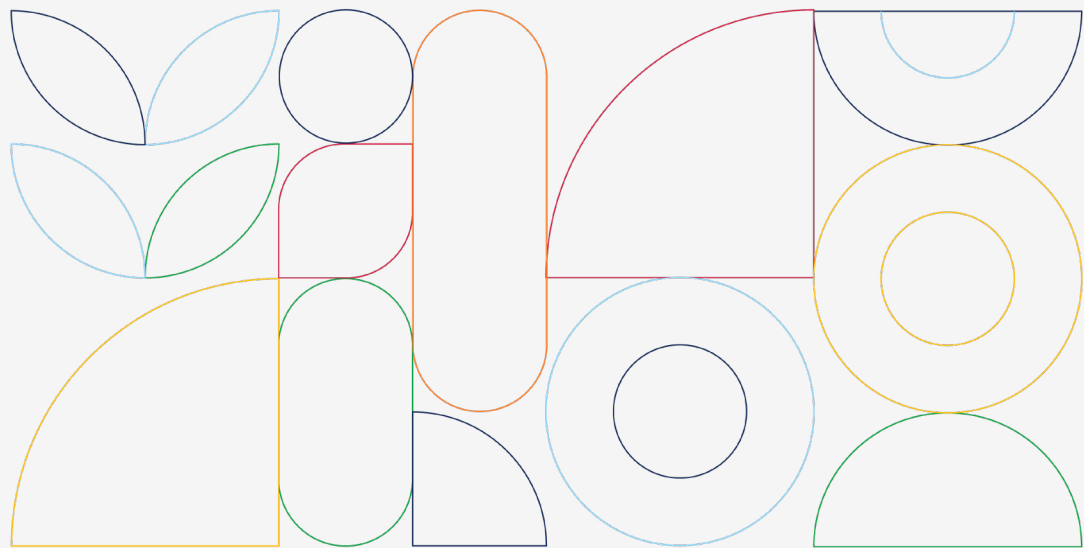
Cette version : décembre 2020

Commentaires et remarques : [developmentfinance@un.org](mailto:developmentfinance@un.org)

# Sommaire

---

1.	Aperçu rapide .....	2
2.	Bénéfices d'une évaluation des besoins de financement .....	4
3.	Portée et limitations .....	5
4.	« Mode d'emploi » – L'évaluation des besoins de financement dans la pratique .....	7
4.1	Approche suggérée .....	7
4.2	Sources de données .....	21
4.3	Outils existants .....	21
5.	L'évaluation des besoins de financement selon différents contextes .....	26
6.	Enseignements tirés .....	26



# 1. Aperçu rapide

L'évaluation des besoins de financement<sup>1</sup> permet d'estimer le coût de mise en œuvre des priorités nationales de développement. Associée aux conclusions de l'évaluation du paysage financier (le « côté offre »), elle aide à élaborer des objectifs de mobilisation des ressources, qui sont une première étape avant de relier les processus de planification et de financement et de formuler une stratégie de financement. L'évaluation des besoins de financement permet aussi de mieux comprendre les mesures requises pour réaliser les priorités de développement et vérifier la faisabilité des stratégies nationales de développement.

Dans la pratique, les besoins de financement s'évaluent de diverses manières. Les méthodes quantitatives de chiffrage recouvrent aussi bien des estimations macroéconomiques et descendantes (servant à estimer les besoins de financement globaux d'un plan de développement national ou à définir le coût de la réalisation d'objectifs mondiaux) que des calculs détaillés basés sur les activités (afin de préparer les budgets annuels, de déterminer les besoins sectoriels à relativement court terme ou spécifiques à une intervention, ou de financer des projets). Ces estimations quantitatives des coûts peuvent orienter la budgétisation et la planification aux niveaux infranational et national, sectoriel ou économique, ainsi qu'autour de priorités transversales telles que l'égalité des genres. Elles alimentent également les processus politiques régionaux et mondiaux (voir le Tableau 1).

De nombreux pays évaluent régulièrement leurs besoins de financement dans le cadre des budgets publics ; c'est ainsi le cas lors de l'élaboration des plans annuels ou pluriannuels de recettes et de dépenses du gouvernement. Ces dernières années, certains pays ont pris des mesures supplémentaires en vue d'une évaluation plus globale des besoins de financement à moyen et long terme, nécessaires à la réalisation des ODD. Ces évaluations plus larges prennent en compte le rôle éventuel des financements non publics pour répondre aux besoins de financement du développement. Toutefois, elles sont parfois dépassées à cause des conséquences de la pandémie de Covid-19.

Tous les pays n'estimeront peut-être pas nécessaire de procéder à une évaluation complète et détaillée des besoins de financement. Dans ce cas, des approches plus informelles sont envisageables, telles que des réflexions qualitatives sur le cadre financier à mettre en place pour obtenir des résultats spécifiques (voir l'expérience pratique d'approches moins formelles à la section 5).

Ce guide présente les méthodes clés d'estimation des coûts et compile des outils et expériences d'acteurs nationaux et internationaux qui ont déjà entrepris d'évaluer leurs besoins de financement. Elle guide les praticiens dans l'application de ces méthodes au sein des cadres de financement nationaux intégrés ; elle met l'accent sur une intégration transversale entre les secteurs, sur les priorités politiques et les options de financement, sur les perspectives à moyen et long terme, sur l'intégration des risques et sur la prise en compte de toutes les dimensions du développement durable.



<sup>1</sup> Par « besoins de financement », on entend le montant (et le type) de financement requis pour réaliser les projets et/ou priorités nationales de développement. Il peut s'agir de financements publics, privés, concessionnels ou non, nationaux ou étrangers, conformément au programme d'action d'Addis-Abeba. C'est donc une notion beaucoup plus large que celle de « besoins de financement bruts » (déficit budgétaire plus dette arrivant à échéance) utilisée en finances publiques.

**TABLEAU 1. EXEMPLES ET BÉNÉFICES D'UN CHIFFRAGE DES COÛTS À PLUSIEURS NIVEAUX**

	CHIFFRAGES DES COÛTS AU NIVEAU NATIONAL OU INFRANATIONAL PAR SECTEUR, PAR OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE, PAR MESURE OU PAR ACTIVITÉ	CHIFFRAGES DES COÛTS AU NIVEAU NATIONAL PAR PLAN DE DÉVELOPPEMENT NATIONAL, PAR ODD OU POUR PLUSIEURS ODD	CHIFFRAGES DES COÛTS AU NIVEAU MONDIAL OU RÉGIONAL PAR SECTEUR, PAR ODD, PAR MESURE OU PAR ACTIVITÉ	CHIFFRAGES DES COÛTS AU NIVEAU MONDIAL OU RÉGIONAL PAR ODD OU POUR PLUSIEURS ODD
EXEMPLES DE CONCLUSIONS	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coût annuel de mise en œuvre de mesures nutritionnelles directes dans plusieurs États indiens (<a href="#">Maternal and Child Nutrition, 2016</a>)</li> <li>Besoins de financement pour l'enseignement universitaire en 2020/2021 au Kenya : 154 milliards KES (<a href="#">Kenya Education Sector MTEF 2021-2023</a>)</li> <li>Coût total et manque de ressources pour les mesures définies afin d'améliorer la santé maternelle en Guyane (<a href="#">Guyane, 2014</a>)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coût total du plan de développement national 2019-2023 de la Sierra Leone : 8,15 milliards USD et lacune de financement correspondante : 1,55 milliard USD (<a href="#">Sierra Leone 2019</a>)</li> <li>Besoins annuels d'investissement pour la réalisation des ODD au Népal : 2 000 milliards de roupies/48 % du PIB (<a href="#">Népal 2018</a>)</li> <li>Besoins de financement pour réaliser les ODD consacrés à l'enfance en Éthiopie : 8 à 30 milliards USD, selon le scénario choisi (<a href="#">UNICEF 2019</a>)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Besoins annuels de financement pour les infrastructures dans les PFR et les PRI : 2 à 9 % du PIB (<a href="#">Banque mondiale « Beyond the Gap » 2019</a>)</li> <li>675 millions USD pour les efforts critiques de réponse à la pandémie de COVID-19 dans les pays les plus en difficulté (<a href="#">OMS 2020</a>)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Besoins de financement supplémentaires pour réaliser les ODD en Asie-Pacifique : 1 500 milliards USD (<a href="#">CESAP de l'ONU 2019</a>)</li> <li>Dépenses annuelles supplémentaires en 2030 pour réaliser les ODD dans cinq domaines et 155 pays : 2 600 milliards USD (<a href="#">FMI 2019</a>)</li> <li>Besoins annuels d'investissement dans les ODD dans 59 pays en développement à faible revenu : 1 000 milliards USD (<a href="#">SDSN 2019</a>)</li> <li>Besoins mondiaux annuels d'investissement dans les ODD : 5 000 à 7 000 milliards USD ; et dans les pays en voie de développement : 3 300 à 4 500 milliards USD (<a href="#">CNUCED WIR 2014</a>)</li> <li>Besoins bruts de financement pour répondre à la demande implicite nationale de financement des ODD dans le monde arabe (à l'exclusion des besoins de reconstruction des pays touchés par un conflit) : 6 000 milliards USD d'ici 2030 (<a href="#">AFSD 2022</a>).</li> </ul>
UTILE POUR :	<ul style="list-style-type: none"> <li>La planification et la budgétisation aux niveaux national et infranational</li> <li>La définition des priorités et l'affectation des ressources par secteurs et/ou régions, au niveau d'un pays</li> <li>La définition des objectifs à des fins de mobilisation des ressources dans des secteurs spécifiques ou dans des domaines prioritaires transversaux, tels que l'égalité des genres</li> <li>L'identification de domaines clés pouvant nécessiter un soutien international/la définition de priorités pour la coopération au développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La planification et la budgétisation au niveau national</li> <li>La définition d'objectifs dans le cadre de la mobilisation des ressources au niveau national</li> <li>La quantification des lacunes de financement entre les priorités du plan national et les ressources budgétaires existantes</li> <li>L'argumentation permettant de défendre les décisions stratégiques de financement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La détermination de l'ampleur des besoins en ressources pour atteindre certains ODD dans le monde entier ou dans certains groupes de pays spécifiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La définition d'objectifs en vue de la mobilisation des ressources agrégées à l'échelle mondiale</li> <li>La vérification de la faisabilité de l'Agenda 2030</li> </ul>

## 2. Bénéfices d'une évaluation des besoins de financement

L'évaluation des besoins de financement réalisée dans le contexte d'un INFF peut aider les pays à<sup>2</sup> :

- orienter les **stratégies de mobilisation des ressources**, en fixant les objectifs des politiques de financement ;
- renforcer la **planification**, en estimant approximativement les besoins futurs en matière de dépenses, de sorte à vérifier la **faisabilité** des stratégies nationales de développement ;
- établir des priorités dans l'affectation des fonds publics ;
- identifier les domaines prioritaires pour les investissements du secteur privé ;
- renforcer l'**engagement** des partenaires de développement et d'autres acteurs non étatiques en faveur des priorités de financement et obtenir leurs **expertise et avis** sur les défis et contraintes en jeu ;
- expliciter les **obstacles** qui entravent les progrès et/ou sur le **décalage** entre les allocations de dépenses/investissements et les priorités nationales de développement (voir également la composante 1.2 sur l'évaluation du paysage financier et la composante 1.4 sur l'analyse des contraintes actives) ;
- renforcer la **responsabilisation** et la **transparence** dans l'allocation des ressources.

Pour réaliser des évaluations utiles des besoins, il est nécessaire de déterminer au préalable des objectifs politiques clairs. La question « pour quoi faire ? » doit toujours accompagner la question « combien faut-il ? ». Le pays doit choisir la méthode optimale et définir la portée de son évaluation d'après les types d'objectifs à évaluer, par exemple ceux qui sont formulés dans une stratégie ou un plan national, et d'après le contexte qui lui est propre.

La valeur d'une évaluation des besoins de financement dépend en outre de la validité et du réalisme des hypothèses qui la sous-tendent. Les projections macroéconomiques et les choix politiques (qui constituent la base des fonctions de production et des modèles d'estimation des coûts) influencent les besoins de financement. Comme l'ont montré la pandémie de COVID-19 et certaines récentes catastrophes climatiques majeures, les trajectoires de croissance et de développement peuvent se retrouver interrompues ou inversées en l'espace de quelques semaines à cause de chocs externes inattendus ou de risques de catastrophe non anticipés. Le contexte général, marqué par une multiplication croissante de crises, rend caduque toute approche d'estimation des coûts qui omettrait d'envisager des politiques ou des scénarios de croissances flexibles ou des risques.

C'est pourquoi une évaluation des besoins de financement est d'autant plus pertinente qu'elle s'inscrit dans des processus politiques nationaux périodiques et continus, plutôt que sous la forme d'exercices ponctuels exigeant d'importantes ressources. Les besoins d'investissement nécessitent une révision régulière dans le cadre d'une analyse continue du financement et du paysage des risques, ainsi qu'une mise à jour des hypothèses directrices et des projections. Il n'est pas forcément nécessaire de mettre en place de nouveaux processus et systèmes ; les pays disposent souvent de politiques et de processus de planification pertinents, et les partenaires de développement peuvent apporter un soutien ciblé.

<sup>2</sup> Pour une discussion sur ce qui distingue les évaluations et diagnostics réalisés dans le cadre d'un INFF, veuillez consulter la Composante 1 Évaluations et diagnostics : vue d'ensemble.

## ENCADRÉ 1.

### IMPORTANCE DU CHIFFRAGE DES COÛTS DU PLAN NATIONAL DE LA BOLIVIE EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES

En 2009, le président de la Commission des droits de l'homme de l'Assemblée législative de Bolivie a défendu pour la première fois l'idée de chiffrer le coût du Plan national pour l'égalité des chances (PIO). Il s'est ensuivi une estimation des coûts menée par ONU Femmes en collaboration avec d'autres organismes gouvernementaux, dont la Commission des droits de l'homme du Parlement et les ministères concernés. Ce chiffrage des coûts visait à estimer les besoins de financement pour la mise en œuvre du PIO et ainsi garantir des allocations budgétaires adéquates. L'accent portait notamment sur deux priorités stratégiques : assurer la participation productive des femmes à l'économie d'une part ; les prémunir et les protéger contre les violences d'autre part.

Les conclusions de cette estimation des coûts, ainsi que les outils élaborés à cette occasion, ont été diffusés auprès d'acteurs clés du secteur public, des organisations de la société civile, des donateurs et des parlementaires. Cette initiative a permis de sensibiliser les administrations à leurs responsabilités dans la mise en œuvre de mesures du PIO ; le ministère de la Présidence a par ailleurs enjoint les institutions publiques à affecter les budgets nécessaires à la mise en œuvre des mesures du PIO. Cette estimation des coûts a aussi été effectuée aux niveaux régional et municipal et servi de base à un décret suprême obligeant les municipalités à allouer des ressources afin d'éradiquer les violences contre les femmes.

Source: European Commission, ILO, UN Women (2015) 'Handbook on Costing Gender Equality'

## 3. Portée et limitations

Le type et la portée du chiffrage des coûts dépendront de l'état d'avancement du pays dans son cycle de planification, ainsi que de ses besoins propres et des capacités disponibles (voir la section 5 pour plus d'informations sur ces dernières). Les pays qui élaborent leur plan de développement national ou qui l'actualisent pour faire face à la pandémie de Covid-19 peuvent juger utile de recenser les besoins de financement dans tous les domaines prioritaires. Dans le cas où le plan de développement national est déjà chiffré, il suffit d'examiner si des améliorations des coûts sont possibles (par exemple, s'ils restent valables dans le contexte de la Covid-19 et s'ils intègrent les aspects liés au développement durable, à l'égalité des sexes, au principe de ne laisser personne de côté ou d'autres dimensions des ODD, voir l'approche suggérée à la section 4) ou si des ajustements s'imposent (dans le cas où les conditions ont évolué).

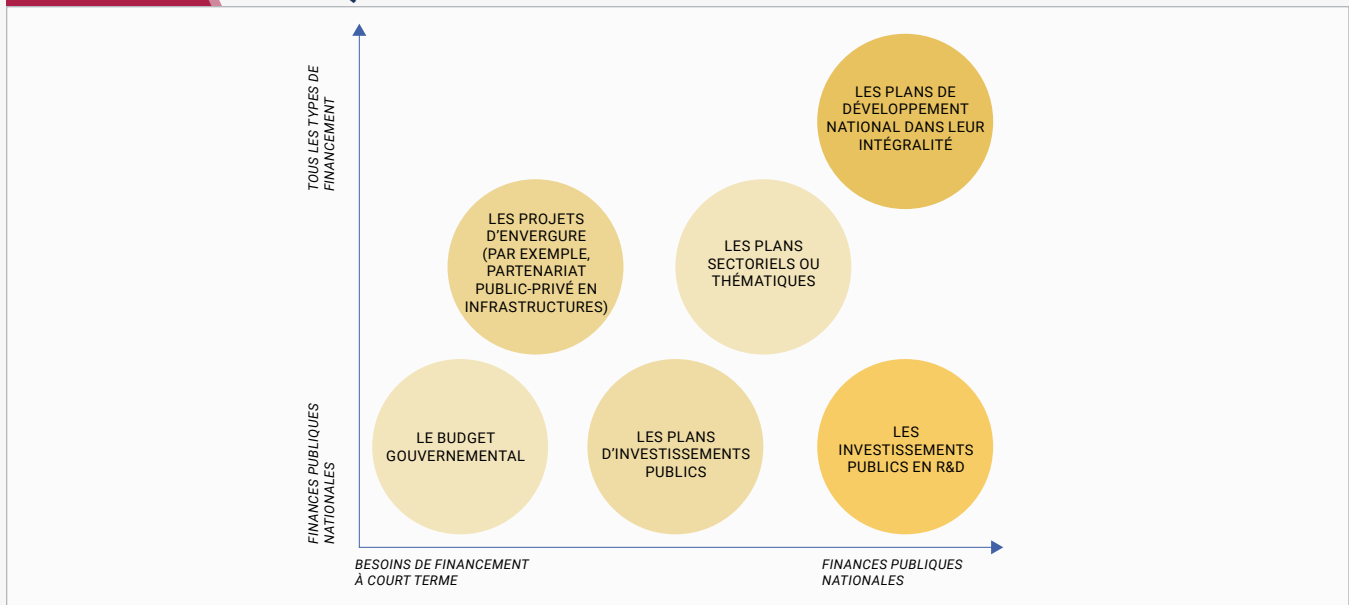
La portée du chiffrage des coûts dépendra également des objectifs politiques. Lors de l'examen des besoins de financement d'un plan entier de développement, une évaluation des besoins de financement couvre un large éventail d'activités financées par des sources publiques et privées ; elle doit donc prendre en compte tous les types de financement, au-delà des ressources publiques, ainsi

que les synergies et redondances entre secteurs, risques et chocs potentiels. Elle implique également de très diverses parties prenantes, dans de multiples secteurs et domaines d'expertise. De manière diamétralement opposée, en ce qui concerne le coût d'un projet, d'une activité ou d'une mesure en particulier, l'évaluation des besoins de financement aura une portée plus ciblée et impliquera un plus petit nombre d'acteurs, en fonction du secteur.

Dans le cadre d'un INFF, l'évaluation des besoins de financement peut se faire selon des niveaux et des calendriers différents. La Figure 1 présente quelques grandes catégories de chiffrage des coûts : les budgets publics annuels (détaillés, avec des délais courts) ; les grands projets, tels que les investissements dans des infrastructures résilientes (avec des financements publics ou des PPP, entre autres) ; les plans d'investissement public à moyen et long terme ; et les plans de développement sectoriels ou nationaux (impliquant à la fois des financements publics et privés). La portée souhaitée déterminera le choix de la méthode (voir la Figure 3 et le Tableau 2 de la section 4, qui donnent un aperçu des méthodes et de leurs avantages et limites respectifs). Les défis liés à la disponibilité des données et aux capacités (Encadré 2) doivent également être pris en compte.

**FIGURE 1.**

**LA PORTÉE DE L'ÉVALUATION DES BESOINS DE FINANCEMENT DÉPEND DE CE QU'UN PAYS SOUHAITE CHIFFRER**



**ENCADRÉ 2.**

**DIFFICULTÉS FRÉQUENTES DANS L'ÉVALUATION DES BESOINS DE FINANCEMENT AU NIVEAU NATIONAL**

Les difficultés les plus courantes lors d'une évaluation des besoins de financement au niveau national sont les suivantes :

- **Données et informations** : manque de données actualisées ; insuffisance de données ventilées par sexe et genre ; insuffisance du partage des données entre les ministères clés (ou subordonnés) ; manque de clarté sur l'objet du chiffrage, comme en cas de formulation insuffisante des mesures requises pour réaliser les résultats/objectifs souhaités ou en cas d'absence de quantification des cibles permettant de les atteindre.
- **Capacités** : capacités institutionnelles et techniques limitées au sein des ministères clés, notamment en ce qui concerne l'intégration des coûts dans les secteurs ou domaines de résultats ; rotation fréquente du personnel.
- **Contexte général** : instabilité politique ; manque de volonté politique pour promouvoir l'intégration aux budgets des conclusions du chiffrage des coûts ; restructuration du gouvernement ; crises fiscales entraînant des coupes budgétaires et une moindre capacité du gouvernement à couvrir les coûts **existants**.
- **Compréhension des risques** : compréhension limitée des risques actuels, émergents et futurs, de leurs répercussions sur les financements disponibles pour le développement et de la manière d'évaluer les financements nécessaires de façon à réduire les risques.



# 4. « Mode d'emploi » – L'évaluation des besoins de financement dans la pratique

## 4.1. Approche suggérée

À partir des leçons tirées des pays et des organisations internationales qui ont réalisé ou accompagné des évaluations des besoins de financement, et des outils et méthodes disponibles, la Figure 2 propose une

approche étape par étape pour évaluer des besoins de financement dans le cadre d'un INFF. Les sections 4.2 et 4.3 présentent les sources de données habituelles et les outils disponibles dont les pays peuvent s'inspirer.

**FIGURE 2. CONSEILS ÉTAPE PAR ÉTAPE**

### ÉTAPE 1 : DÉFINIR LA PORTÉE ET LA FINALITÉ DU CHIFFRAGE

- *Que faut-il chiffrer (par exemple, un projet/programme, un résultat spécifique en termes de développement, un plan sectoriel ou un plan de développement entier) ?*
- *Quel est l'objectif du chiffrage des coûts et quel bénéfice en attendon ?*
- *Quelle sont la portée et l'échelle requises (par exemple, au niveau national ou infranational) ?*
- *Qui faudrait-il impliquer ?*
- *Les capacités et les ressources nécessaires à la réalisation de ce chiffrage sont-elles disponibles ? Dans le cas contraire, des partenaires de développement sont-ils prêts à apporter le soutien nécessaire ?*
- *Voir la Figure 1 pour une illustration de la portée variable d'un chiffrage de coûts*

### ÉTAPE 2 : CHOISIR LA MÉTHODE DE CHIFFRAGE ADÉQUATE

- *Quels chiffrages le pays a-t-il déjà réalisés ?*
- *À quoi doit servir ce chiffrage (s'agit-il d'une budgétisation à court terme, d'une planification à long terme, ou d'estimations au niveau macroéconomique ?)*
- *Comment les efforts d'autres pays peuvent-ils aider à choisir la meilleure approche ?*
- *Voir la Figure 3, les Tableaux 2 à 5 et les Encadrés 5 à 10 pour une vue d'ensemble des méthodes et outils disponibles, y compris ceux qui sont spécifiques à certains secteurs*

### ÉTAPE 3 : CALCUL DES ESTIMATIONS DE COÛTS

#### **Scénarios, risques et retours financiers possibles**

- *Comment d'autres scénarios macroéconomiques/de croissance ou de politique générale affecteraient-ils les besoins de financement ?*
- *En cas d'exposition et de vulnérabilité du pays à des risques particuliers, quels seraient leurs effets sur l'estimation des besoins de financement ?*
- *La mesure faisant l'objet de ce chiffrage générerait-elle ultérieurement des bénéfices financiers ?*
- *Voir la composante 1.3 Analyse des principaux risques*

#### **Développement durable**

- *Comment l'objectif de ne laisser personne de côté influence-t-il le chiffrage des coûts ?*
- *Quelles répercussions le fait de garantir un développement durable aura-t-il sur le chiffrage des coûts ?*
- *Comment des coûts plus élevés se traduisent-ils par d'éventuelles économies futures ?*
- *Voir la Figure 4 concernant le Cadre des Nations unies pour une action qui ne laisse personne de côté.*

#### **Synergies entre domaines de résultats/secteurs/activités**

- *Existe-t-il entre les effets/activités en cours de chiffrage des redondances qui pourraient entraîner une surestimation des besoins de financement ?*
- *See Figure 5 for an example of synchronization framework*

### ÉTAPE 4 : REPÉRER LES LACUNES DE FINANCEMENT ET SAVOIR COMMENT LES COMBLER

- *(Insérer les conclusions dans l'évaluation du paysage financier) Quelles sont les lacunes de financement ? Quels types de financement permettraient de les combler ?*

Cette approche sera d'autant plus efficace qu'il s'agira d'un processus récurrent et aussi inclusif que possible. Il convient de réviser et d'actualiser les coûts lorsque les hypothèses sous-jacentes deviennent obsolètes (par exemple, lorsque le contexte global ou les risques évalués ont changé, et en cas de chocs externes ou de catastrophes tels que la pandémie de Covid-19), ou lorsque les priorités ou les politiques évoluent.

### *Étape 1 : définir la portée*

La première étape consiste à clarifier la finalité d'un éventuel chiffrage des coûts, afin de vérifier que la méthode choisie correspond aux besoins - à la fois en termes de portée et d'investissement des ressources.

Si la finalité est d'évaluer les besoins de financement d'une stratégie ou d'un plan national, la méthode doit proposer une perspective à moyen et long terme et tenir compte des synergies entre les résultats attendus en termes de développement. Ces approches fournissent des estimations de grande qualité. Les chiffrages sectoriels ou se limitant à quelques objectifs prioritaires donnent une image plus précise des besoins, tout comme les évaluations des besoins portant sur des projets ou programmes spécifiques (la Figure 1 de la section 3 illustre la grande variété des exercices de chiffrage).

S'il n'est pas possible ou souhaitable de procéder à un chiffrage complet des coûts, d'autres outils permettent de classer par ordre de priorité les objectifs et les résultats à fort impact ou fortement interdépendants. Il s'agit notamment des outils d'analyse de réseau, tels que le [SDG Interlinkages Analysis and Visualisation Tool](#) de l'Institute for Global Environmental Strategies (IGES) qui permet de déterminer les retombées de la réalisation de certains objectifs et d'en examiner les synergies et les arbitrages ; ou de modèles dynamiques tels que le [modèle iSDG](#) du Millenium Institute, qui permet à ses utilisateurs d'étudier les imbrications entre objectifs ou résultats et de simuler les répercussions futures de certaines politiques - dans plusieurs domaines de résultats et à l'échelle du système. La CESAP de l'ONU a mis au point un outil d'optimisation économétrique interactif qui capture les gains d'efficacité que peut permettre l'exploitation des imbrications entre ODD. À partir d'un chiffrage des coûts des ODD défini par l'utilisateur, l'outil estime les synergies potentielles et fournit des estimations révisées des coûts des ODD qui intègrent les gains résultant de décisions de financement séquentielles reflétant les imbrications entre ODD. Il se peut aussi que la [Stratégie d'intégration, d'accélération et d'appui aux politiques \(Mainstreaming Acceleration and Policy Support \(MAPS\)\)](#) de l'ONU ait déjà identifié des domaines prioritaires clés permettant de progresser vers des résultats en matière de développement durable, dont

le chiffrage des coûts serait indispensable.

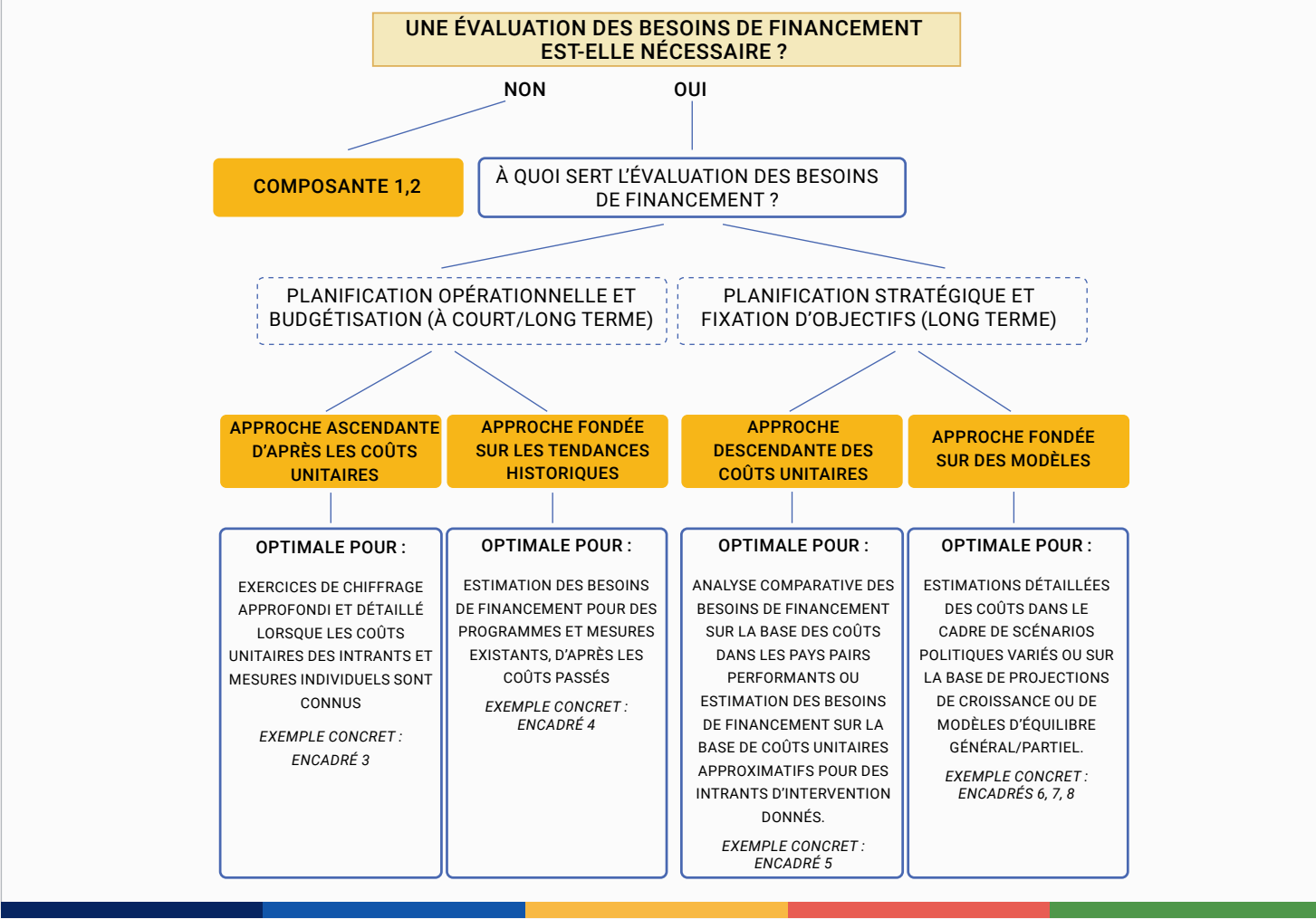
Les consultations avec les principales parties prenantes aident à garantir que les chiffrages antérieurs de coûts (succès, défis et conclusions), ainsi que les besoins actuels, se reflètent dans le choix de la méthode et dans les estimations qui en résultent. Les avis et retours d'expérience de ceux qui restent souvent invisibles dans les comptes nationaux, comme les femmes et les personnes effectuant un travail non rémunéré, seraient précieuses dans ce contexte. Le Tableau 1 de la Composante 1 Évaluations et diagnostics : vue d'ensemble présente une liste des parties prenantes concernées qu'il conviendrait d'impliquer.

### *Étape 2 : choisir une méthode de chiffrage*

La plupart des outils de chiffrage des coûts s'appuient sur l'une des quatre méthodes suivantes : approche ascendante d'après les coûts unitaires, approche basée sur les tendances historiques, approche descendante d'après les coûts unitaires et approches de modélisation. Les deux premières sont recommandées pour la budgétisation au niveau opérationnel, tandis que les deux dernières conviennent à des fins plus larges de planification, car elles produisent des estimations plus macroéconomiques, utiles à des plans à plus long terme. La Figure 3 illustre ce choix, tandis que le Tableau 2 résume les caractéristiques et limites respectives de chaque méthode.

- Les méthodes basées sur les coûts unitaires - qu'elles soient ascendantes ou descendantes - décomposent ce qu'il faut chiffrer en unités ou « inducteurs de coûts ». Ceux-ci peuvent être aussi précis que les intrants requis pour des activités ciblées (par exemple, le coût de certains engrais) ; ou porter sur des mesures entières (par exemple, le coût de la fourniture d'engrais aux agriculteurs dans l'ensemble du pays). Les méthodes basées sur les coûts unitaires définissent des résultats sélectionnés selon des inducteurs de coûts (sur la base d'approximations dans le cas des approches descendantes et d'intrants réels dans le cas des approches ascendantes) ; à partir de cette base, elles estiment les besoins de financement. Les méthodes ascendantes d'après les coûts unitaires - telles que l'approche basée sur les ingrédients qu'applique l'outil OneHealth présenté dans l'Encadré 3 - servent à évaluer des besoins de financement précis dans certains secteurs, en descendant jusqu'au niveau du programme et de l'activité, sur des échéances à court et à moyen terme. Les méthodes descendantes d'après les coûts unitaires - telles que l'approche intrant-résultat du FMI, illustrée dans l'Encadré 5 - servent à fixer des objectifs à long terme en matière de mobilisation des ressources.

**FIGURE 3. HOW TO CHOOSE THE MOST APPROPRIATE COSTING METHODOLOGY**



- Les méthodes fondées sur les tendances historiques – comme celle que présente l’Encadré 4 – ont recours aux chiffres des dépenses passées pour estimer les coûts futurs. Elles servent principalement à chiffrer l’élargissement ou la poursuite d’activités et de programmes déjà en cours, car elles ne peuvent intégrer de nouveaux facteurs de coût.
- Les méthodes fondées sur la modélisation sont souvent les plus complexes et les plus gourmandes en données. Comme les méthodes descendantes d’après les coûts unitaires, elles ne se prêtent pas à l’estimation des coûts au niveau opérationnel, mais les estimations qu’elles fournissent en matière de besoins de financement sont de grande qualité. Elles servent à estimer les coûts globaux de certains résultats à l’aide d’une méthode empirique (voir l’Encadré 7) ou à évaluer les besoins de financement selon divers scénarios politiques et à examiner les

synergies et arbitrages entre secteurs et options politiques – comme l’illustrent les Encadrés 6 et 8. Il est aussi possible de combiner plusieurs modèles pour obtenir une image plus intégrée et exhaustive des liens entre les secteurs et les interventions. Ces modèles d’évaluation intégrés sont largement utilisés dans la recherche sur l’énergie, l’environnement et le climat. Par exemple, la CESAP de l’ONU applique un cadre qui combine deux modèles (un modèle d’équilibre général et un modèle sectoriel) afin d’estimer les besoins d’investissement en vue de mesures efficaces en ressources (objectifs 8.4 et 12.2 des ODD), en simulant l’impact des politiques sur l’ensemble du système.<sup>3</sup> Les estimations par modélisation sont sensibles aux hypothèses sous-jacentes. Dans ce type de chiffrage, les éléments tels que l’analyse des scénarios et les révisions périodiques des projections sous-jacentes, économiques et autres, sont cruciales.

3 D’autres exemples de modèles d’évaluation intégrés sont disponibles ici (appliqués au changement climatique, à la réduction des émissions de carbone et à la conversion d’énergie) et ici (appliqués à l’affectation des terres).

**TABLEAU 2. CARTOGRAPHIE DES MÉTHODES D'ESTIMATION DES COÛTS PAR APPLICATION/USAGE**

APPLICATION/ USAGE	MÉTHODES	DESCRIPTION	UTILISATEURS HABITUELS	BESOINS CLÉS	LIMITATIONS
<b>BUDGÉTISATION OPÉRATIONNELLE, Y COMPRIS AUX NIVEAUX SECTORIEL ET/OU INFRANATIONAL</b>	<p>Approche ascendante d'après les coûts unitaires</p>	<p>Les méthodes fondées sur les coûts unitaires permettent d'estimer les besoins de financement à partir d'un ensemble d'intrants ou d'inducteurs de coûts, qui peuvent être définis selon des niveaux variés – de très détaillé (calcul des coûts par ingrédients) à moins détaillé (calcul des coûts par mesures). Les estimations ascendantes d'après les coûts unitaires impliquent de formuler les coûts unitaires de chacun des intrants individuels requis (voir l'approche de calcul des coûts programmatiques présentée dans l'Encadré 3). En ce qui concerne les coûts unitaires des intrants, les valeurs de référence peuvent être définies selon certains repères privilégiés (par exemple, en prenant des pays pairs très performants comme critères) ou selon des normes minimales acceptables. Les coûts unitaires sont ensuite combinés à la croissance économique et aux projections démographiques pertinentes afin d'estimer les besoins de financement futurs.</p>	<p>Gouvernements nationaux et autres parties prenantes nationales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valeurs de référence pour les coûts unitaires (par exemple, repères/listes de prix des ministères/coûts au niveau de l'activité à partir d'affectations budgétaires antérieures).</li> <li>• Une fonction de production, tenant compte des élasticités intrants-résultats</li> </ul>	<p>Sensible aux coûts unitaires et aux projections de croissance ; peut ignorer les synergies ou arbitrages entre secteurs (bien que certains outils soient conçus pour minimiser cet aspect – voir l'Encadré 5)</p>
	<p>Méthode basée sur les tendances historiques</p>	<p>Les approches basées sur les tendances historiques estiment les coûts à partir des données des dépenses passées (voir l'Encadré 4). Ces méthodes servent à estimer les coûts de la poursuite ou de l'élargissement d'activités ou de programmes existants. Un pourcentage d'augmentation déterminé est appliqué aux chiffres des dépenses passées afin d'estimer les besoins de dépenses futurs. Ce pourcentage peut se fonder sur les objectifs de dépenses souhaités, sur l'élargissement nécessaire de la prestation de services ou de l'accès aux services, ou sur les variations de prix.</p>	<p>Parties prenantes nationales, y compris les responsables du budget au sein des ministères subordonnés et des ministères des Finances</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Données des dépenses antérieures pour des activités (ou domaines de résultats) comparables à celles (ceux) que l'on cherche à évaluer.</li> <li>• Objectifs de dépenses souhaités ou d'élargissement requis des prestations de services ou de l'accès aux services afin de définir l'augmentation annuelle nécessaire à appliquer aux données antérieures.</li> </ul>	<p>Sensible aux chiffres des dépenses antérieures (par exemple, s'ils sont bas, les projections de coûts en résultant peuvent être artificiellement basses) ; ne permet pas de chiffrer qualitativement de nouveaux objectifs et de nouvelles mesures.</p>

APPLICATION/ USAGE	MÉTHODES	DESCRIPTION	UTILISATEURS HABITUELS	BESOINS CLÉS	LIMITATIONS
<b>ESTIMATIONS MACROÉCONOMIQUES DES COÛTS À DES FINS DE PLANIFICATION À LONG TERME, Y COMPRIS DE DÉFINITION D'OBJECTIFS</b>	<p>Méthode descendante d'après les coûts unitaires</p>	<p>Comme pour les approches ascendantes, les méthodes descendantes d'après les coûts unitaires permettent d'estimer les besoins de financement à partir d'un ensemble d'intrants ou d'inducteurs de coûts, qui peuvent être définis selon différents niveaux – de très détaillé (calcul des coûts par ingrédients) à moins détaillé (calcul des coûts par mesures). À la différence des approches ascendantes, les approches descendantes ont recours à des facteurs de coûts indirects pour les domaines ou secteurs prioritaires (voir l'approche d'estimation des coûts intrant-extrant dans l'Encadré 5). Les valeurs de référence pour les coûts unitaires des intrants sont généralement fixées selon des points de repère basés sur des pays pairs ou des normes minimales acceptables (d'après une base régionale ou mondiale). Les coûts unitaires sont ensuite combinés à la croissance économique et aux projections démographiques pertinentes afin d'estimer les besoins de financement futurs.</p>	<p>Organisations internationales et organismes régionaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valeurs de référence pour les coûts unitaires (par exemple, points de repères)</li> <li>• Données provenant de pays pairs et pouvant servir d'étalonnage</li> <li>• Une fonction de production, tenant compte des élasticités intrants-résultats</li> </ul>	<p>Sensible aux coûts unitaires et aux projections de croissance</p>
	<p>Méthodes de modélisation</p>	<p>Les approches par modélisation sont tournées vers l'avenir et s'appuient sur des paramètres et des hypothèses définies concernant l'évolution de la croissance économique et/ou les progrès accomplis au regard de résultats spécifiques. Elles fournissent des estimations de coûts basées sur la simulation de divers scénarios politiques (y compris ceux pour lesquels il n'existe pas de précédent historique). À l'instar des approches descendantes d'après les coûts unitaires, elles tendent à produire des estimations de grande qualité, qu'il convient de compléter par d'autres techniques de calcul des coûts, afin de soutenir la planification et la budgétisation au niveau opérationnel.</p> <p>Les approches par modélisation s'appuient sur trois principaux types de modèles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les modèles de simulation des politiques (voir l'Encadré 6), y compris les modèles d'évaluation intégrés</li> <li>• Les modèles de croissance, tels que ceux qui utilisent des ratios capital-production incrémentaux (voir l'Encadré 7)</li> <li>• Les modèles d'équilibre général (ou partiel) calculables (voir l'Encadré 8)</li> </ul>	<p>Organisations internationales ; planificateurs et stratèges des ministères des Finances et des banques centrales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Scénarios de politiques possibles</li> <li>• Grandes quantités de données empiriques</li> <li>• Fonctions de production et d'utilité</li> <li>• Élasticité croissance (de la pauvreté ou d'autres variables pertinentes)</li> </ul>	<p>Sensible aux hypothèses et projections sous-jacentes ; repose sur des fonctions stéréotypées et des extrapolations ; peine à prendre en compte le type de changements structurels requis pour réaliser des objectifs tels que les ODD ; la précision des résultats dépend fortement des données sous-jacentes (quantité et qualité) ; produit des estimations d'investissement globales qui contribuent peu à orienter les stratégies de financement, à moins d'être associées à d'autres approches (telles que les modèles de croissance).</p>

### ENCADRÉ 3. MÉTHODE ASCENDANTE D'APRÈS LES COÛTS UNITAIRES EN PRATIQUE

L'outil [OneHealth](#) propose aux planificateurs un cadre unifié pour l'analyse de scénarios, le calcul des coûts, l'analyse des conséquences sur la santé, la budgétisation et le financement de stratégies pour les principales maladies et composantes du système de santé. En ce qui concerne le calcul des coûts, l'outil OneHealth sert à estimer le coût de la prestation des services de santé, y compris pour des maladies et des programmes spécifiques ; il sert aussi à établir un lien entre d'une part les objectifs stratégiques et les cibles en matière de contrôle et de prévention des maladies et d'autre part les investissements que nécessitent les systèmes de santé. Une **approche ascendante d'après les coûts** unitaires sert à chiffrer les investissements nécessaires, qu'il s'agisse des médicaments, des produits de santé, du personnel de santé, des infrastructures ou de la gouvernance. Les coûts unitaires sont saisis individuellement par les utilisateurs sur la base des quantités et des prix pertinents et diffèrent selon le niveau de prestation des soins de santé. Afin de minimiser les doubles comptages, les ressources partagées entre plusieurs programmes (ou mesures) de santé et activités transversales (telles que la formation) sont chiffrées au sein des modules du système de santé et non pas dans les modules spécifiques aux programmes. Cela permet de tenir compte des synergies à l'œuvre dans le secteur de la santé.

Au Kenya, l'outil OneHealth a servi à chiffrer les coûts du Plan stratégique d'investissement du secteur de la santé du Kenya, juillet 2014 – juin 2018 (KHSSP III). Des fonctionnaires du gouvernement ont piloté ce processus, avec l'appui de l'USAID et du PEPFAR. Dans un premier temps, les mesures incluses dans le KHSSP III ont été regroupées en programmes de santé, sur la base du département ministériel responsable de leur mise en œuvre. Pour chaque programme de santé (santé maternelle, néonatale et reproductive, paludisme, maladies tropicales négligées) et chaque composante du système de santé (ressources humaines, infrastructures sanitaires, logistique), des données sur les coûts unitaires ont été collectées grâce à une approche par ingrédients pour des éléments tels que les équipements de laboratoire, certains vaccins ou types de chirurgie spécifiques, le traitement de l'eau au point d'utilisation et les activités de communication. Les sources de données utilisées comprenaient les normes de traitement, l'Agence d'approvisionnement médical du Kenya et les prix d'achat des donateurs. Dans tous les cas, les coûts totaux ont été présentés sur une base annuelle et ventilés par source de financement (secteur privé à but lucratif et secteur public ou privé à but non lucratif).

Source: [Resource Needs for the Kenya Health Sector Strategic and Investment Plan \(2015\)](#)

### ENCADRÉ 4. LA MÉTHODE DES TENDANCES HISTORIQUES EN PRATIQUE

Dans le document *Évaluations des besoins, estimation des coûts et stratégie financière*, établi par le Népal en 2018 en vue de réaliser les ODD, l'estimation des coûts de l'ODD 3 (santé) s'est inspirée de l'approche par tendances historiques. La comparaison des objectifs de l'ODD 3 avec ceux que recense le Plan 2016-2021 de mise en œuvre de la stratégie du secteur national de la santé (NHSS) a permis de constater leur alignement. Le coût total de mise en œuvre du NHSS a été estimé à 266 milliards de roupies, soit en moyenne 44 milliards de roupies par an. Étant donné la similitude entre les objectifs du NHSS et ceux de l'ODD 3, les coûts du NHSS ont servi de base pour estimer l'ampleur des investissements nécessaires à la réalisation de l'ODD 3. Pour chaque année au-delà de celles couvertes par le NHSS et jusqu'en 2030, une augmentation annuelle de 10 % a été retenue.

Source: *Government of Nepal, National Planning Commission, 2018, Nepal Needs Assessment, Costing and Financing Strategy for Sustainable Development Goals*

**ENCADRÉ 5.**

**LA MÉTHODE DESCENDANTE D'APRÈS LES COÛTS UNITAIRES EN PRATIQUE**

L'Approche du FMI pour une estimation qualitative des coûts de cinq domaines d'ODD montre comment une approche descendante d'après les coûts unitaires peut s'appliquer à l'échelle d'un pays. Il s'agit d'une **approche intrant-résultat, qui utilise des références de pairs très performants pour fixer les coûts unitaires**. Autrement dit, on considère que les résultats, dans chacun des cinq domaines, dépendent d'une combinaison d'intrants et que les valeurs de référence utilisées pour définir les coûts unitaires desdits intrants se fondent sur des valeurs observées dans les pays très performants et dont le PIB par habitant est similaire. Ces valeurs, associées aux projections de croissance du PIB et de la population, servent ainsi à calculer les besoins en dépenses à l'horizon 2030.

Les formules ci-dessous illustrent les calculs utilisés :

$$\text{Additional spending in percentage points} = \frac{S(b^*, x_i^{2030})}{GDP_i^{2030}} - \frac{S(b_i^{2016}, x_i^{2016})}{GDP_i^{2016}}$$

$$\text{Additional spending in constant 2016 dollars} = GDP_i^{2030} * \left[ \frac{S(b^*, x_i^{2030})}{GDP_i^{2030}} - \frac{S(b_i^{2016}, x_i^{2016})}{GDP_i^{2016}} \right] * \frac{GDPdeflator_i^{2016}}{GDPdeflator_i^{2030}}$$

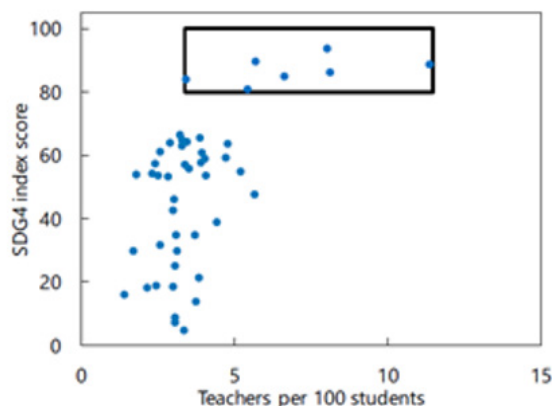
Avec *i* désignant les dépenses dans un secteur ODD d'un pays, alors, sur la période en cours (2016 dans le cas présent), *i* équivaut à  $s(b_i, x_i^{2016})$ , une fonction des inducteurs de coûts  $b_i$  (ex : taux d'encadrement, salaire des enseignants) et d'autres facteurs  $x_i$  (ex : population d'âge scolaire, PIB par habitant, densité démographique). Les niveaux requis des inducteurs de coûts pour atteindre une performance élevée dans les secteurs identifiés ( $b^*$ ) sont sélectionnés d'après les valeurs observées dans les pays ayant un PIB par habitant similaire et des scores élevés dans les indicateurs pertinents de l'indice ODD (en utilisant les données de l'indice ODD du SDSN). La dépense d'un pays en 2030 *i*, étant donné que  $b^*$  est calculé grâce à des projections des valeurs d'autres facteurs ( $x_i$ ) pour 2030, équivaut à  $s(b^*, x_i^{2030})$ .

Par exemple, pour l'éducation, les dépenses sont définies comme une fonction du taux d'encadrement (TE), du taux de scolarisation (TS), de la population d'âge scolaire (PAS), des salaires des enseignants (SE), de la part des dépenses courantes non compensatoires (y) et de la part des dépenses en capital (z) :

$$\text{Education total spending} = (AWAGE * TSR * ER * SAP) / (1 - y - z)$$

Les valeurs de TE, SE, y et z sont fixées d'après les valeurs médianes observées aujourd'hui dans les pays ayant des résultats élevés en matière d'éducation et un PIB par habitant comparable (voir le graphique ci-dessous pour les pays dont le PIB par habitant est inférieur à 3 000 USD). Les valeurs affectées à TE et PAS sont des valeurs projetées pour 2030 et spécifiques à chaque pays ; elles sont basées sur la croissance économique et les projections démographiques de l'âge scolaire. En comparant les coûts d'intrants sous-jacents à ceux des pays les plus performants, la méthode garantit que les synergies sont prises en compte, puisque les bons élèves dans un secteur le sont souvent dans d'autres. L'approche de l'étalonnage tient aussi compte des considérations d'efficacité, car on suppose que les pays qui obtiennent de bons résultats le font non pas seulement en dépensant plus, mais aussi en dépensant mieux. Parmi les limites possibles, citons le fait que des résultats élevés peuvent provenir de dépenses cumulées sur la durée et de structures de gouvernance efficaces : une analyse comparative des dépenses cherchant à fixer les coûts unitaires et qui se limite à l'année la plus récente est parfois trompeuse.

Néanmoins, les estimations donnent aux responsables gouvernementaux une idée approximative des dépenses nécessaires en 2030 pour atteindre les résultats souhaités. Au niveau national, elles peuvent servir à savoir comment ajuster les budgets annuels, les cadres de dépenses à moyen terme et les plans sectoriels afin d'atteindre les niveaux de dépenses requis. Les estimations représentent un chiffre global des dépenses nécessaires ; les ventilations possibles entre plusieurs sources de financement varieront d'un pays à l'autre et pourront être débattues en fin d'exercice avec l'équipe du FMI et à la lumière des expériences de pays se trouvant dans des situations similaires.



Source: IMF staff calculations.  
 Note: The chart displays countries with GDP per capita below US\$3,000. The seven countries in the box are the ones with high education performance, proxied with the SDG4 index, and therefore used to benchmark the number of teachers per 100 students consistent with high education outcomes for countries with GDP per capita under US\$3,000.

Source: IMF, 2019, Fiscal Policy and Development: Human, Social, and Physical Investment for the SDGs (Annex 1)

**ENCADRÉ 6.****LES MÉTHODES DE MODÉLISATION EN PRATIQUE : MODÈLES DE SIMULATION DES POLITIQUES**

Le modèle énergétique mondial (WEM) consiste en un modèle de simulation politique dynamique basé sur Excel, qui peut servir à estimer les besoins d'investissement pour la production d'électricité dans le cadre de scénarios actuels et alternatifs (y compris des scénarios de développement durable). Il s'appuie sur les données nationales des prix de l'énergie (y compris les taxes et subventions), sur les politiques et sur des hypothèses de croissance économique, de croissance démographique et de développement technologique. Ces éléments sont combinés afin de calculer la demande d'énergie prévue pour chaque source d'énergie. Les résultats sont ensuite transférés vers une feuille de calcul dans laquelle les utilisateurs peuvent choisir de consulter un certain nombre de résultats, y compris les besoins d'importation et d'exportation, la demande d'énergie par région, les émissions de CO<sub>2</sub> et le coût total des investissements. Selon le scénario choisi, le modèle intègre également : une analyse économique des changements nets dans les investissements des fournisseurs et des consommateurs d'énergie ; le changement net dans les factures d'importation d'énergie et les recettes d'exportation ; et une comparaison entre le coût, pour les consommateurs, d'investissements dans des équipements plus performants énergétiquement et les économies réalisées grâce à des factures d'énergie plus basses.

La CESAP de l'ONU a appliqué le WEM dans le cadre de l'évaluation des coûts des ODD dans la région Asie-Pacifique en 2019, afin d'estimer les coûts d'investissement pour réaliser trois objectifs clés de l'ODD 7 : l'accès universel à l'électricité et à la cuisson propre, l'augmentation substantielle de la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique et le doublement du taux d'amélioration de la performance énergétique (dans les secteurs du transport, de l'industrie et du bâtiment). Trois scénarios ont été étudiés : un scénario de politiques actuelles (SPA), qui ne prend en compte que les politiques et mesures énergétiques promulguées ou adoptées à la mi-2018 ; un scénario de nouvelles politiques (SNP), qui intègre les politiques annoncées à partir de 2018, y compris les contributions fixées au niveau national en lien avec l'Accord de Paris ; et un scénario de développement durable (SDD), qui vise à réaliser l'ODD 7, à savoir réduire nettement la pollution de l'air (ODD 3.9) et à prendre des mesures efficaces pour lutter contre le changement climatique (qui fait partie de l'ODD 13). Le SDD s'étant avéré le seul scénario compatible avec les objectifs de l'ODD 7, les estimations de coûts ont donc été calculées en se basant sur lui.

La CESAP de l'ONU a mis au point une série de calculateurs nationaux d'évaluation des coûts des ODD pour la région arabe. Ces calculateurs consistent en des outils interactifs et intégrés qui utilisent une série d'estimations ascendantes, tendanciennes et économétriques afin de prévoir les dépenses futures nécessaires à la réalisation des ODD au niveau national. Les estimations des coûts des ODD servent ensuite de repères afin d'évaluer le degré de déviation ou d'écart et de définir les limites supérieures et inférieures des besoins de financement dans diverses configurations de croissance et de macroéconomie, qui sont validées par rapport aux estimations correspondantes fournies par plusieurs responsables des ODD et agences spécialisées des Nations unies dans leurs domaines de travail respectifs.

Les besoins de financement et les insuffisances d'investissement associés sont estimés en délimitant les performances réelles par rapport aux performances optimales dans le cadre de plusieurs scénarios simulés pour l'avenir (un scénario de maintien du statu quo et un scénario d'optimisation des ODD qui satisfait aux objectifs évalués jusqu'en 2030). Les projections s'appuient sur le modèle de prévision économique des Nations unies, les élasticités et/ou le tableau de bord des tendances des ODD. L'ampleur de la dispersion entre les deux scénarios asymétriques offre une évaluation quantitative visualisée des lacunes de financement/des besoins d'investissement et des exigences associées à la réalisation des priorités nationales en matière d'ODD.

Source : *International Energy Agency, World Energy Model Documentation, 2019 version; UN ESCAP, Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2019: Ambitions beyond growth, including Technical Appendix; United Nations Economic and Social Commission for Western Asia (2021), National SDG Costing Framework.*

## ENCADRÉ 7. LA MÉTHODE DE MODÉLISATION EN PRATIQUE : MODÈLE DE CROISSANCE

Dans le document « Nepal's 2018 Needs Assessments, Costing and Financing Strategy for achieving the SDGs », un modèle de croissance a permis d'estimer le coût de la réalisation de l'objectif de production industrielle, à savoir l'augmentation de la part de l'industrie manufacturière dans le PIB à 13 % d'ici 2030, qui a été pris en compte dans le cadre de l'ODD 9 (industrie, innovation et infrastructure). Le coefficient marginal de capital (ICOR) a servi à modéliser la relation entre l'investissement global et la croissance économique. L'ICOR représente l'unité de capital ou d'investissement supplémentaire requise afin de produire une unité supplémentaire de résultat. Avec un PIB croissant à un rythme moyen de 8,7 % pendant la période d'ODD et un ICOR estimé à 6,2, l'investissement nécessaire pour l'industrie est estimé à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Investissement total requis } (\Delta K) = \text{Croissance économique souhaitée } (\Delta Y) * \text{ICOR } (dK/dY), \text{ où } K \text{ représente le capital et } Y \text{ représente le PIB.}$$

Source: International Energy Agency, World Energy Model Documentation, 2019 version; UN ESCAP, Economic and Social Survey of Asia and the Pacific 2019: Ambitions beyond growth, including Technical Appendix

## ENCADRÉ 8. LA MÉTHODE DE MODÉLISATION EN PRATIQUE : LE MODÈLE D'ÉQUILIBRE PARTIEL

Le modèle de gestion globale de la biosphère ([GLOBIOM](#)) de l'Institut international pour l'analyse appliquée des systèmes peut aider les décideurs politiques à évaluer les besoins en ressources pour l'utilisation des terres et la gestion de la biosphère, sur la base des objectifs nationaux et de l'équilibre souhaité du marché. GLOBIOM est un modèle d'équilibre partiel qui aide les décideurs politiques à comprendre et à minimiser l'utilisation des terres et la concurrence entre les ressources en explorant les compromis et les synergies autour de l'utilisation des terres et des services écosystémiques. Il décèle les interrelations entre les systèmes impliqués dans la fourniture de produits agricoles et forestiers (par exemple, dynamique démographique, écosystèmes, technologie, climat) ; il détermine aussi l'équilibre du marché qui permet de maximiser la somme des surplus des producteurs et des consommateurs, en tenant compte des contraintes liées aux ressources, à la technologie et à la politique.

La Banque mondiale a appliqué ce modèle pour estimer les besoins d'investissement en irrigation, dans le cadre d'un chiffrage plus large des coûts couvrant plusieurs sous-secteurs d'infrastructure. Plus précisément, le modèle a servi à évaluer les conditions et investissements requis pour transformer les terres cultivées pluviales en terres cultivées irriguées productives et efficaces. Dans de nombreuses régions, cette transformation nécessite des subventions publiques. Deux stratégies ont été modélisées afin d'estimer les besoins totaux d'investissement : d'une part un soutien public « modéré », dans lequel les gouvernements couvrent les coûts d'investissement liés à la construction ou à l'extension (dans une certaine mesure) des barrages et des systèmes d'approvisionnement en eau, les agriculteurs étant responsables des pièces et matériaux de l'équipement d'irrigation agricole et du prix de l'eau ; et d'autre part, un soutien public « fort », dans lequel les gouvernements couvrent tous les coûts d'investissement, les pièces et les matériaux pour l'équipement d'irrigation agricole et où l'eau est subventionnée. Ces deux stratégies ont été modélisées dans le cadre de plusieurs scénarios reflétant l'incertitude relative aux changements socio-économiques futurs, aux impacts du changement climatique, aux préférences alimentaires, aux accords commerciaux et à l'efficacité de l'utilisation de l'eau.

Le modèle a également été utilisé pour explorer les synergies et les arbitrages avec les objectifs de développement connexes, à savoir : éradiquer les famines (ODD 2), atténuer le changement climatique (ODD 13) et protéger la biodiversité (ODD 15). Dans le cadre des stratégies de soutien public modéré et élevé, l'investissement dans l'irrigation permet de lutter contre la faim, mais leurs effets sont mitigés quant au changement climatique et à la biodiversité. Cela permet aux décideurs politiques d'identifier des politiques qui garantiront que les investissements dans l'irrigation maximisent les résultats souhaités, tout en minimisant les effets négatifs.

Source: International Institute for Applied Systems Analysis GLOBIOM webpage; World Bank, 2019, Beyond the gap: how countries can afford the infrastructure they need while protecting the planet.

La communauté internationale propose également une multitude de méthodes et d'outils de calcul des coûts propres à un secteur. Ces outils s'appuient sur les méthodes de base présentées dans la Figure 3 et le Tableau 2, mais intègrent des considérations sectorielles. Les Encadrés 3, 6 et 8 en présentent certains, liés respectivement à la santé, à l'énergie et à l'utilisation des sols. Une liste plus complète figure à la section 4.3.

Certains secteurs et priorités thématiques sont plus facilement quantifiables que d'autres. Pour les résultats pour lesquels les mesures ne sont par nature ni standardisées ni transversales (comme la réduction de la pauvreté et des inégalités ou le renforcement de la gouvernance et des institutions), les approches ascendantes de calcul détaillé des coûts conviennent moins. Les approches d'évaluation des coûts descendantes ou par modélisation peuvent fournir une estimation approximative des besoins. Par exemple, les modèles de croissance permettent d'estimer les besoins d'investissement à l'échelle de l'économie afin d'atteindre les résultats souhaités en matière de réduction de la pauvreté. Par ailleurs, comme l'a fait le Bangladesh dans sa stratégie de financement des ODD, il est aussi possible d'estimer les coûts en déterminant le financement nécessaire pour doter les institutions concernées des ressources adéquates. Ainsi, pour chiffrer le coût de la réalisation de l'ODD 10 (réduction des inégalités), le Bangladesh a désigné les ministères clés dont les budgets globaux nécessitent une révision à la hausse afin d'atteindre les cibles concernées. De même pour l'ODD 16 (paix, justice et institutions fortes), il a alloué une somme forfaitaire à la réforme institutionnelle, ainsi que des allocations budgétaires récurrentes aux services et départements gouvernementaux concernés, tels que les forces de police, les prisons et les tribunaux<sup>4</sup>.

Le choix de la méthode et l'interprétation des résultats doivent tenir compte d'autres limites et défis<sup>5</sup> :

- **Sensibilité aux hypothèses sous-jacentes** : il est certes impossible de savoir comment évolueront les technologies de production, ou bien les environnements politiques et économiques, tant au niveau national que mondial ; cependant ces évolutions peuvent avoir des répercussions significatives sur les coûts ; de même, des chocs économiques et autres peuvent rendre caduques les perspectives de croissance et affecter considérablement les besoins de dépenses. Les approches basées sur des scénarios pourraient

fournir une analyse plus solide et faciliter une meilleure planification ainsi que des stratégies de financement plus efficaces.

- **Synergies et arbitrages** : les synergies/co-bénéfices et arbitrages possibles entre divers objectifs politiques ou secteurs ne sont pas toujours pris en compte, en particulier dans les chiffrages ascendants et sectoriels ; autrement dit, les chiffrages globaux des coûts peuvent s'avérer surestimés.
- **Politiques et institutions** : les méthodes de calcul des coûts ne peuvent intégrer des facteurs tels que la capacité d'absorption et l'efficacité des dépenses que dans une mesure limitée.
- **Ne laisser personne de côté** : dans une évaluation des besoins de financement, il peut être difficile de prendre en compte les implications distributives et les coûts supplémentaires permettant d'atteindre les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées.

### *Étape 3 : calculer des estimations de coûts en tenant compte du développement durable*

Toute évaluation des coûts comporte certes des limites inhérentes (voir ci-dessus), mais les praticiens ont toutefois trouvé des moyens d'y remédier. Cela consiste notamment à étudier plusieurs scénarios, risques et retours financiers potentiels afin de veiller à ce que les estimations de coûts soient tournées vers l'avenir ; qu'elles tiennent compte de tous les aspects du développement durable, y compris les aspects environnementaux et le principe de « ne laisser personne de côté » ; et qu'elles intègrent les synergies entre domaines de résultats, secteurs et activités.

#### *a) Prise en compte de différents scénarios, risques et rendements financiers potentiels*

Les chocs de croissance, catastrophes et autres événements imprévisibles, ainsi que les changements d'orientation et de priorités politiques, peuvent affecter les estimations de coûts. Les évaluations des besoins de financement, en particulier celles qui sont utilisées pour la planification à long terme et la fixation d'objectifs, devraient donc intégrer des scénarios et des hypothèses prospectives flexibles<sup>6</sup>, par exemple au moyen de modèles de simulation politique. L'exploration de scénarios multiples permet aussi d'identifier certains compromis possibles entre objectifs et d'orienter les décisions politiques (voir par exemple l'Encadré 6).

4 Des remarques détaillées sur la méthodologie sont disponibles dans les annexes 10 et 16 des [Stratégies de financement des ODD : le cas du Bangladesh](#)

5 En outre, et en référence aux chiffrages de coûts des ODD, le [Guidebook for Assessing SDG Investment Needs \(2020\)](#) de la CESAP de l'ONU souligne l'insuffisance de cibles numériques comme difficulté concrète (voir p. 4), ce qui laisse trop de place à des jugements subjectifs (par exemple, les systèmes de protection sociale « pertinents pour la nation », dans la cible d'ODD 1.3)

6 Voir l'Encadré 5 du [Chapitre II du Rapport de 2019 sur le financement du développement durable](#)

Le module d'évaluation des risques (voir la composante 1.3) propose une vue d'ensemble des principaux types de risques susceptibles d'affecter les efforts de financement du développement du pays, y compris leurs conséquences financières potentielles. Cette analyse permet d'obtenir une perspective équilibrée des coûts de prévention/préparation et de réponse. En adoptant ce type de perspective fondée sur les risques, le chiffrage des coûts de l'INFF renforce la résilience et contribue à minimiser les effets économiques (et humains) des chocs, catastrophes et crises potentiels. L'Encadré 9 montre comment l'évaluation des coûts des ODD au Népal a intégré la vulnérabilité du pays aux séismes.

Certaines mesures et certains investissements (comme les investissements en infrastructures ou ceux qui visent à protéger les écosystèmes) génèrent des avantages financiers futurs, qu'il s'agisse de flux de recettes fiscales nouveaux ou élargis ou d'économies ou de coûts évités à l'avenir. La prise en compte de ces bénéfices secondaires évite de surestimer leur coût « réel » et à long terme pour le gouvernement. L'analyse du bilan sur plusieurs périodes peut aider les décideurs politiques à se faire une idée plus globale du coût réel des mesures définies<sup>7</sup>.

### *b) Responsabilisation en matière de développement durable*

Les ODD reposent sur le principe de ne laisser personne de côté. Celui-ci devrait guider la formulation des mesures et des politiques et être pris en compte dans l'évaluation des coûts. Par exemple, les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables sont aussi les plus susceptibles d'être durement touchées par les chocs économiques et les catastrophes. Or cela a des répercussions sur les coûts de reprise de l'économie. En outre, il importe de veiller à ce que les efforts d'évaluation des coûts tiennent compte du fait que les effets de certaines mesures varient selon les genres. L'Encadré 9 illustre comment l'estimation des coûts des ODD par le Népal a intégré le principe de ne laisser personne de côté.

Le [Cadre commun pour une action qui ne laisse personne de côté de l'ONU](#) (voir Figure 4) permet d'identifier les populations les plus à risque et d'orienter les révisions des estimations de coûts en conséquence. Par exemple, si les populations des zones reculées risquent d'être laissées

de côté, il convient d'ajuster la planification et le calcul des coûts des infrastructures pour qu'elles puissent en bénéficier.

D'autres aspects de la durabilité, en particulier les effets potentiels sur l'environnement et le changement climatique, doivent également être intégrés. Comme mentionné dans la section a) ci-dessus, l'examen de scénarios variés peut aider les décideurs politiques à vérifier que d'autres mesures plus écologiques sont étudiées lors de l'évaluation des coûts des actions nécessaires à la mise en œuvre des priorités de développement national. Les coûts de mise en place plus élevés, par exemple en ce qui concerne les solutions de production d'énergie renouvelable, peuvent être compensés par des coûts d'entretien et d'exploitation plus faibles, ce qui permet de réaliser des économies à long terme et d'avoir un impact positif sur l'environnement.

### *c) Prendre en compte les synergies entre les domaines de résultats, les secteurs et les activités*

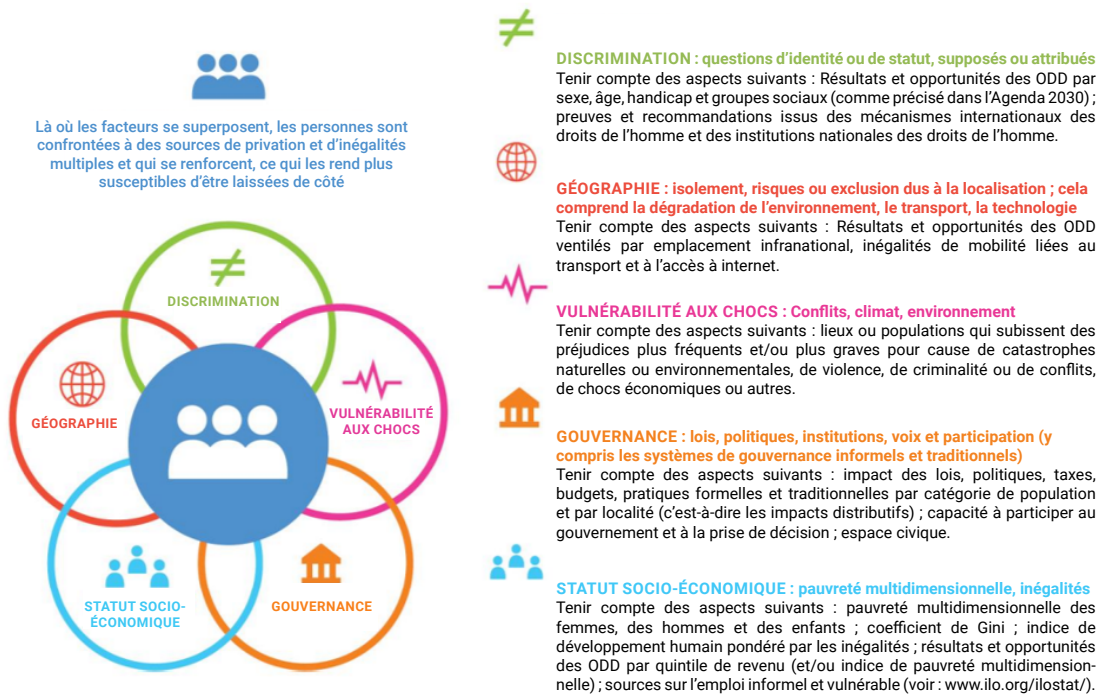
Harnessing synergies both within and across sectors can reduce total financing needs and maximise the impact of investments. There are several costing approaches that account for such synergies.

Tirer parti des synergies permet de réduire les besoins de financement totaux et de maximiser l'efficacité des investissements. Plusieurs approches de chiffrage des coûts tiennent compte de ces synergies. La méthode de synchronisation adoptée par le Bangladesh dans sa stratégie de financement des ODD de 2017 illustre comment les chevauchements entre domaines de résultats et d'action peuvent être évités. En considérant les ODD comme un réseau de cibles interdépendantes, l'approche de chiffrage des coûts permet de ne chiffrer qu'une seule fois les mesures qui s'appliquent à plus d'un objectif. La Figure 5 ci-dessous illustre le résultat de ce processus. Les cellules « en propre » représentent le coût des différents ODD, tandis que les cellules « Syn » indiquent les endroits où les coûts de plusieurs ODD ont été ajustés afin d'intégrer des redondances avec d'autres objectifs. Cette méthode d'examen des coûts globaux des ODD garantit que les synergies sont prises en compte et permet ainsi aux décideurs politiques de repérer plus facilement les économies possibles.

7 Voir l'Encadré 2 du guide de la composante 1.2 Évaluation du paysage financier.

**FIGURE 4.**

**CADRE COMMUN DE L'ONU POUR UNE ACTION QUI NE LAISSE PERSONNE DE CÔTÉ**



Source: LNOB Operational Guide Interim Draft 2019

**FIGURE 5.**

**CADRE DE SYNCHRONISATION DU BANGLADESH**

**CADRE CONCEPTUEL POUR LA SYNCHRONISATION DES COÛTS SUPPLÉMENTAIRES DES DIFFÉRENTS ODD**

	ODD1	ODD2	ODD3	ODD4	ODD5	ODD6	ODD7	ODD8	ODD9	ODD10	ODD11	ODD12	ODD13	ODD14	ODD15	ODD16	ODD17
ODD1	Own				Syn												
ODD2		Own				Syn											
ODD3			Own														
ODD4				Own				Syn									
ODD5					Own												
ODD6						Own											
ODD7							Own		Syn								
ODD8	Syn							Own									
ODD9							Syn	Syn	Own								Syn
ODD10										Own							Syn
ODD11			Syn								Own						
ODD12								Syn				Own					Syn
ODD13	Syn												Own				
ODD14			Syn			Syn								Own			Syn
ODD15			Syn												Own		
ODD16								Syn								Own	Syn
ODD17																	Own
<b>TOTAL DES COÛTS SYNCHRONISÉS</b>																	

TOTAUX DES COÛTS NON SYNCHRONISÉS

Note : « en propre » désigne le coût pour cet ODD particulier et « Syn » désigne la synchronisation avec tout autre ODD.

Source: SDG Financing Strategy: Bangladesh Perspective (2017)

De même, l'outil [OneHealth](#) présenté ci-dessus (voir Encadré 3) permet aux utilisateurs d'identifier les activités ou intrants qui s'appliquent à plus d'un sous-secteur de la santé et de ne les comptabiliser qu'une fois. Par exemple, les coûts d'installation, de logistique et de ressources humaines ne sont comptabilisés qu'une fois dans les modules des systèmes de santé, sans être répétés dans les modules spécifiques aux programmes. En outre, l'outil comprend des mécanismes pour garantir l'intégration d'activités transversales, telles que les programmes de formation qui couvrent plusieurs conditions.

À un niveau plus systémique, et comme mentionné à l'étape 1 ci-dessus, les outils de modélisation dynamique et d'analyse de réseau tels que le modèle iSDG du Millenium Institute et l'outil conçu par l'IGES pour l'analyse et la visualisation des interconnexions entre ODD peuvent aider les décideurs politiques à identifier les politiques ou mesures susceptibles d'avoir les retombées les plus importantes au-delà de leur domaine spécifique. Les efforts

d'évaluation des coûts pourraient alors se concentrer sur l'estimation des investissements nécessaires à leur mise en œuvre. Cela serait particulièrement utile dans les cas où l'objectif de l'évaluation des coûts est d'estimer très précisément les besoins ou cibles de financement permettant d'atteindre des buts et objectifs très interdépendants, pour lesquels il est inutile de quantifier les coûts isolément.

#### *Étape 4 : repérer les lacunes de financement et savoir comment les combler*

Combinées à l'analyse du paysage financier actuel d'un pays, qui souligne le potentiel de contribution des divers types de financement (sur la base des tendances actuelles et prospectives), les estimations de coûts peuvent aider à établir les lacunes de financement à combler (voir la composante 1.2). Elles constituent un premier apport essentiel pour guider la formulation d'une stratégie de financement (voir composante 2).

## ENCADRÉ 9. LE CHIFFRAGE DES COÛTS DES ODD AU NÉPAL

En 2018, en lien avec les ODD, le Népal a publié une évaluation exhaustive des besoins ainsi qu'un chiffrage des coûts et une stratégie de financement. Ce document définit les méthodes utilisées ainsi que des réflexions sur la manière de combler les lacunes décelées en termes de financement. Il représente une excellente référence concernant certaines difficultés propres à l'évaluation des besoins de financement, abordées dans ce module:

et notamment le recours à une combinaison de plusieurs méthodes pour chiffrer les coûts : les besoins et lacunes de financement ont été calculés à l'aide des chiffrages de coûts sectoriels existants, qui ne s'appuyaient pas tous sur la même méthode de calcul.

- Le recours à une combinaison de plusieurs méthodes pour chiffrer les coûts** : les besoins et lacunes de financement ont été calculés à l'aide des chiffrages de coûts sectoriels existants, qui ne s'appuyaient pas tous sur la même méthode de calcul. Par exemple, les coûts liés à l'agriculture, l'EHA (eau, assainissement et hygiène) et les infrastructures routières ont été calculés d'après les coûts unitaires ; les coûts liés à la santé et aux systèmes de données (partie de la gouvernance) étaient calculés d'après les affectations budgétaires passées ; et les coûts de développement urbain et d'éducation étaient calculés selon des techniques de modélisation. Les coûts sectoriels ont ensuite été combinés à des projections macroéconomiques et à des modèles de simulation politique pour déterminer les futurs investissements nécessaires.
- Chiffrer les coûts de résultats difficilement quantifiables** : Cette difficulté est illustrée à travers la manière dont le genre et la gouvernance ont été abordés dans le chiffrage des coûts des ODD du Népal en 2018. Pour le genre (ODD 5), des mesures ont été définies dans sept domaines liés à des programmes gouvernementaux déjà existants et les besoins d'investissement annuels ont été calculés en tenant compte du coût supplémentaire de la réorientation de ces programmes vers les domaines essentiels des ODD. Les sept domaines d'intervention sont les suivants : l'encouragement à la participation politique ; l'aide aux filles pour passer de l'école au monde du travail ; le renforcement de l'autonomie des femmes ; les programmes d'aide sociale ; les mesures de lutte contre les violences envers les femmes ; les questions systémiques ; les coûts administratifs généraux. Concernant la gouvernance (ODD 16), des mesures de substitution ont été définies pour estimer les coûts liés aux indicateurs sélectionnés. Par exemple, les dépenses pour la paix et la sécurité (qui comprennent la police) ont été utilisées afin d'estimer le coût des mesures nécessaires pour réduire le nombre de décès dus aux conflits violents et aux déplacements.
- Intégrer les risques** : Le Népal est sujet aux chocs et aux catastrophes, tels que les séismes ; ceux-ci ont d'emblée été pris en compte, étant donné leur potentiel à faire échouer ou à entraver les progrès en matière de développement durable. Par exemple, concernant les besoins d'investissement dans les infrastructures routières, le modèle de chiffrage des coûts a accordé plus d'importance à l'entretien et à la modernisation qu'à la construction de nouvelles routes, conformément aux recommandations du plan d'investissement prioritaire de 2017 et à d'autres études nationales et internationales.
- Prendre en compte le principe de « ne laisser personne de côté »** : les répercussions de ce principe sur les estimations de coûts sont intégrées dans le cadre général de l'évaluation des besoins de financement des ODD du Népal, qui mentionne explicitement les compromis liés à la réalisation des ambitions nationales en matière de développement inclusif. Par exemple, la transition démographique et l'urbanisation sont considérées autant comme des opportunités que comme des défis, notamment en ce qui concerne le logement décent et la création d'emplois. Grâce à ce double angle de vision, les efforts de chiffrage peuvent refléter tous les changements politiques requis pour réduire les inégalités et maximiser la croissance en faveur des plus démunis.
- Étudier le rôle de chaque type de financement pour combler les lacunes identifiées à partir des objectifs politiques prioritaires** : l'estimation des coûts conclut en attribuant à divers acteurs différentes parts de l'investissement requis dans les ODD. En s'appuyant sur les affectations budgétaires passées, le secteur public est supposé combler la majorité des lacunes de financement (55 %). Le secteur privé, y compris l'IDE, se voit attribuer plus d'un tiers des lacunes totales (36 %) ; et l'accent est mis sur son rôle de contributeur direct de liquidités et de facilitateur de gains d'efficacité et de transferts d'expertise et de technologie, ainsi que sur son rôle dans la croissance et le développement inclusifs, par exemple par le biais de projets de logements abordables. Les dépenses et les envois de fonds des ménages représentent une autre part des lacunes de financement (4,4 %). Toutefois, il faut souligner le rôle de l'aide (APD) pour combler les insuffisances du gouvernement, étant donné la nécessité d'assurer la cohérence avec les politiques liées à la pauvreté et à l'inégalité. Le secteur des coopératives et des ONG se voit attribuer une part de 4,3 % du déficit d'investissement. Le rapport soumet quelques autres réflexions concernant les stratégies nationales de mobilisation des ressources qui pourraient aider à augmenter les recettes publiques et à créer les bonnes incitations pour les acteurs non étatiques.

Source: Government of Nepal National Planning Commission (2018), 'Needs Assessment, Costing and Financing Strategy for Sustainable Development Goals'.

## 4.2. Sources de données

La disponibilité et la qualité des données seront un aspect déterminant de la qualité des chiffrages de coûts. Le Tableau 3 énumère les sources de données et d'informations habituellement utilisées, et auxquelles les pays peuvent se fier. Cette liste inclut des bases de données internationales, vers lesquelles les pays peuvent se tourner si les données nationales qu'ils ont recueillies s'avèrent lacunaires.

## 4.3. Outils existants

Les Tableaux 4 et 5 présentent une vue d'ensemble des outils utilisés au sein de la communauté internationale à des fins d'estimation des coûts. Pour faciliter la consultation, les outils sont classés en fonction de leur application et de leur utilisation principales (par exemple, s'ils sont plus utiles pour la budgétisation opérationnelle ou pour la planification et la prise de décision stratégiques à plus long terme) et des domaines/secteurs des ODD.

**TABLEAU 3. SOURCES HABITUELLES DE DONNÉES ET D'INFORMATIONS POUR L'ÉVALUATION DES BESOINS DE FINANCEMENT**

ÉLÉMENTS DE CHIFFRAGE	SOURCES HABITUELLES DE DONNÉES
<b>Que chiffrer – ex : objectifs de développement national/résultats prioritaires identifiés et mesures/programmes/activités nécessaires/risques pesant sur leur réalisation</b>	Plans de développement nationaux ; contributions définies au niveau national (NDC) ; plans sectoriels ; plans stratégiques ministériels ; plans thématiques transversaux tels que les plans en faveur de l'égalité des genres
<b>Coûts unitaires</b>	Listes de prix des ministères, ou celles qui sont fournies par des organisations internationales telles que l'OMS ; valeurs de référence utilisées dans les études existantes (lorsqu'elles sont disponibles)
<b>Données des dépenses antérieures</b>	Documents budgétaires gouvernementaux
<b>Croissance et autres projections macroéconomiques</b>	Statistiques des ministères des Finances, des banques centrales, des offices statistiques nationaux ou des bases de données internationales telles que les indicateurs du développement mondial (IDM) de la Banque mondiale et les statistiques financières internationales (SFI) du FMI et les ensembles de données connexes.
<b>Projections relatives à la démographie et à l'urbanisation</b>	Statistiques de la DAES de l'ONU ; et de la base de données Pov-calNet de la Banque mondiale sur la pauvreté
<b>Coût des pertes historiques directes et indirectes dues aux catastrophes ; conséquences économiques et financières de futures catastrophes potentielles</b>	Bases de données sur les pertes dues aux catastrophes, Sendai Framework Monitor, ministères des Finances, autorités nationales chargées de la gestion des risques de catastrophes, offices nationaux de statistiques

**TABLEAU 4. OUTILS DE BUDGÉTISATION OPÉRATIONNEL À COURT TERME**

DOMAINE DE RÉSULTAT EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT/ ODD	NOM DE L'OUTIL	BRÈVE DESCRIPTION	LIEN
ODD 1/Pauvreté	Calculateur des coûts des socles de protection sociale de l'OIT	Permet d'estimer les coûts des allocations pour enfants et orphelins, des prestations de maternité, des programmes de travaux publics pour les personnes sans emploi, des pensions d'invalidité et de vieillesse.	<a href="#">Ici</a>
ODD 3/Santé	Outil OneHealth	Approche basée sur les coûts unitaires et qui sert à estimer les investissements nécessaires à la fois pour des programmes et des maladies spécifiques et pour le renforcement de systèmes de santé ou la prestation de services en général. (Plus de détails dans l'Encadré 3).	<a href="#">Ici</a>
ODD 3/Santé	Manuel de planification de planification et de calcul des coûts des services de santé communautaires de l'UNICEF	Outil open source basé sur Excel aidant à planifier et estimer les coûts des services de santé communautaire, y compris les nouveaux ajouts, les changements ou l'élargissement géographique des services existants. Il combine des méthodes ascendantes et descendantes d'après les coûts unitaires. Au niveau des services, les coûts unitaires sont basés sur le type de ressources (par exemple, les médicaments) multiplié par le volume total estimé nécessaire à la mise en œuvre d'activités spécifiques. D'autres coûts, tels que la formation, sont répartis selon une méthode descendante.	<a href="#">Ici</a>
ODD 3/Santé (développement de la petite enfance) ODD 4/Éducation	Outil de Brookings pour l'estimation normalisée des coûts de développement de la petite enfance (Standardized Early Childhood Development (ECD) Costing Tool(SECT))	Outil basé sur les coûts unitaires que les utilisateurs peuvent personnaliser selon leurs besoins pour calculer les coûts de l'ensemble des mesures de DPE, y compris l'allaitement maternel exclusif, l'éducation parentale et l'éducation préprimaire. Les coûts inclus dans l'outil se répartissent selon trois catégories : frais généraux, coûts directs et coûts imputés.	<a href="#">Ici</a>
ODD 4/Éducation	Modèle de simulation pour l'éducation (SimuED) de l'UNESCO	Modèle de simulation téléchargeable, basé sur Excel, et qui couvre chaque sous-secteur de l'éducation ; il est configurable de façon à refléter les contextes nationaux. En plus de soutenir l'estimation des besoins en ressources, il peut servir à planifier certains indicateurs ODD 4 afin de faciliter les processus de politique et de planification.	<a href="#">Ici</a>
ODD 5/Égalité des genres	Approche du chiffrage des mesures en faveur de l'égalité des genres, proposée par ONU Femmes (présentée dans le manuel 2015 sur le chiffrage des mesures en faveur de l'égalité des genres)	Approche fondée sur les coûts unitaires, basée sur l'expérience des pays qui se sont efforcés d'estimer les coûts liés aux plans et stratégies en matière d'égalité des genres. Les coûts unitaires sont examinés au niveau de l'activité et comprennent les salaires, le transport, les fournitures, les honoraires professionnels, les indemnités journalières et les frais administratifs et généraux.	<a href="#">Ici</a>

DOMAINE DE RÉSULTAT EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT/ ODD	NOM DE L'OUTIL	BRÈVE DESCRIPTION	LIEN
<p>ODD 6/Eau et assainissement</p>	<p>Outil d'estimation des coûts de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène pour tous conçu par la Banque mondiale et l'UNICEF (Sanitation and Water for All WASH SDG Costing Tool)</p>	<p>Outil téléchargeable basé sur Excel qui peut servir au niveau national ou infranational pour estimer les coûts de la réalisation des objectifs WASH. Les utilisateurs peuvent y saisir les objectifs de couverture souhaités et les solutions technologiques avec les coûts unitaires correspondants et établir ainsi les investissements nécessaires et les lacunes de financement.</p>	<p><a href="#">Ici</a></p>
<p>ODD 7/Énergie abordable et verte ; ODD 13/Action en faveur du climat (pour atténuer le changement climatique)</p>	<p>Le Modèle énergétique mondial (WEM) de l'Agence internationale de l'énergie</p>	<p>Modèle de simulation politique dynamique, basé sur Excel, qui sert à estimer les besoins d'investissement pour la production d'électricité dans le cadre de scénarios actuels et alternatifs. La différence de coût entre un scénario de maintien du statu quo et un scénario de développement durable peut également servir à estimer les coûts liés à l'action climatique. (Plus de détails dans l'Encadré 6).</p>	<p><a href="#">Ici</a></p>
<p>ODD 16/Paix et autres domaines thématiques pertinents dans les situations de fragilité, y compris les actions en réponse aux catastrophes et autres urgences soudaines</p>	<p>Méthode de calcul des coûts des plans de réponse humanitaire et des appels</p>	<p>Les plans de réponse humanitaire (PRH) et les appels éclairs précisent comment répondre aux besoins évalués et exprimés par les populations touchées lors d'une situation d'urgence humanitaire. Les PRH détaillent la manière dont les stratégies nationales ou contextuelles seront mises en œuvre et le montant du financement nécessaire ; les appels éclairs sont des stratégies de réponse aux urgences soudaines et décrivent les besoins, qu'il s'agisse de financement ou autres, sur une période de trois à six mois.</p>	<p><a href="#">Ici</a> et <a href="#">Figure 2.3</a> <a href="#">ici</a></p>

**TABLEAU 5. PLANIFICATION STRATÉGIQUE À LONG TERME/OUTILS DE FIXATION D'OBJECTIFS**

DOMAINE DE RÉSULTAT EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT/ ODD	NOM DE L'OUTIL	BRÈVE DESCRIPTION	LIEN
ODD 2/Faim et agriculture	Modèle GAPS (système des perspectives agricoles mondiales) de la FAO	Le GAPS est un modèle d'équilibre partiel qui élabore des projections à long terme de la demande et de l'offre alimentaires au niveau des pays. Il permet de calculer le PIB ciblé par habitant requis et le prix associé des produits agricoles à l'équilibre.	<a href="#">Ici</a> et <a href="#">ici</a>
ODD 2/Faim et agriculture	Modèle IMPACT de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)	Ce modèle d'équilibre partiel, multi-marchés, simule les marchés agricoles nationaux et internationaux. Il permet d'examiner la manière dont des scénarios d'investissement de remplacement affectent la production agricole, la productivité et la sécurité alimentaire sur la période 2010-2050, par rapport à un scénario de référence.	<a href="#">Ici</a>
ODD 3/Santé	Outil de calcul des coûts et de financement des plans pluriannuels complets (PPAC) de l'OMS et de l'UNICEF	Cet outil basé sur Excel calcule le coût des programmes de vaccination et accompagne la formulation des stratégies pluriannuelles correspondantes. À partir des coûts unitaires (vaccins, fournitures d'injection, etc.) et d'autres coûts récurrents et d'investissement, il permet aux utilisateurs de prévoir, entre autres, les coûts et besoins futurs en ressources afin de réaliser les objectifs du programme.	<a href="#">Ici</a>
ODD 3/Santé (mais appliquée à d'autres domaines tels que les services en lien avec l'éducation et l'environnement)	Analyse coût-efficacité (ACE)	Elle sert à comparer diverses mesures entre elles (ou au statu quo) en estimant le coût de l'obtention d'une unité de résultat sanitaire (telle qu'une année de vie gagnée ou un décès évité).	<a href="#">Ici</a>
ODD 5/Égalité des genres	Méthode du Levy Economics Institute of Bard College pour l'estimation des coûts de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes	Elle permet d'estimer les besoins d'investissement nécessaire à l'application de mesures visant directement à réduire les inégalités entre les sexes et à renforcer l'autonomie des femmes, ou qui sont conçues avec d'autres objectifs principaux, mais qui peuvent néanmoins favoriser la réalisation de ces objectifs. Sa méthode, qui s'appuie sur les coûts unitaires, a été élaborée par le Projet du Millénaire des Nations Unies et est surtout axée sur les pays à faible revenu.	<a href="#">Ici</a>
ODD 6/Eau et assainissement	Application du calculateur WASHCost de l'International Water and Sanitation Centre	Permet de choisir entre plusieurs mesures au niveau des districts. Il applique l'approche du coût du cycle de vie (LCCA), qui cerne et analyse de manière exhaustive l'ensemble des coûts liés à la fourniture de services WASH au niveau et à la norme souhaités, y compris l'infrastructure et l'assistance directe et indirecte.	<a href="#">Ici</a>

DOMAINE DE RÉSULTAT EN TERMES DE DÉVELOPPEMENT/ ODD	NOM DE L'OUTIL	BRÈVE DESCRIPTION	LIEN
<p>ODD 6/Eau et assainissement</p>	<p>Approche de la Banque mondiale en matière de chiffrage des coûts des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (définie dans le rapport de 2016 intitulé « The costs of meeting the 2030 sustainable development goal on drinking water, sanitation and hygiene »).</p>	<p>Basée sur le coût unitaire, cette approche est appliquée à 140 pays, principalement des PFR et des PRI, afin d'estimer le coût de la fourniture de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène de base/ sécurisés. Ses hypothèses de départ sont que la population supplémentaire, d'après les projections de croissance démographique, ne bénéficiera pas de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène de base ; et que les quintiles de richesse ayant une couverture plus faible seront atteints à un rythme plus rapide pour parvenir à une couverture universelle. Cette approche fournit également des scénarios de coûts inférieurs et supérieurs. En raison de données insuffisantes sur les coûts, les résultats peuvent sous-estimer les coûts réels, notamment lorsqu'il s'agit de fournir des services aux populations les plus difficiles à atteindre (population du « dernier kilomètre »). Les résultats peuvent être ventilés par zone urbaine/rurale et par quintile de revenu.</p>	<p><a href="#">Ici</a></p>
<p>ODD 6/Eau et assainissement ; ODD 7/Énergie ; ODD 9/ Infrastructures</p>	<p>Approche de la Banque mondiale en matière d'évaluation des coûts des infrastructures (présentée dans l'ouvrage de 2019 intitulé « Beyond the Gap: How Countries Can Afford the Infrastructure They Need while Protecting the Planet »)</p>	<p>Combinaison de modèles basés sur les coûts unitaires, et d'équilibre partiel et d'autres méthodologies spécifiques au secteur. Elle propose un cadre aux décideurs au niveau national dans le domaine des infrastructures. Ce cadre permet d'identifier des objectifs politiques et des mesures permettant de suivre les progrès. Les options de politique ou d'investissement sont soumises à des tests de résistance afin de cerner les conditions dans lesquelles le système d'infrastructure échouera à réaliser ses objectifs et d'encourager une discussion ouverte sur les stratégies et arbitrages potentiels (par exemple, la croissance par rapport à l'égalité, la croissance par rapport à la durabilité environnementale). La méthodologie est appliquée à quatre sous-secteurs d'infrastructures (WASH, électricité, transport, protection contre les inondations), et les estimations sont présentées sous forme de fourchettes en fonction de différents choix et scénarios politiques et technologiques.</p>	<p><a href="#">Ici</a></p>
<p>ODD 14/ Écosystèmes maritimes et côtiers ODD 15/Biodiversité</p>	<p>Approche pour l'estimation des coûts de la biodiversité (BIOFIN) par le PNUD</p>	<p>Approche basée sur les coûts unitaires et servant à évaluer les besoins de financement liés à la réalisation des <a href="#">Objectifs d'Aichi de sauvegarde de la biodiversité</a> et à la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la biodiversité. Les coûts unitaires s'appuient sur les normes gouvernementales et sur la documentation relative à l'économie et la biodiversité, cette dernière étant très utile pour chiffrer les coûts des domaines d'action tels que le reboisement, la restauration des récifs coralliens et la reconstitution des herbiers marins. Des consultations et des ateliers avec des experts permettent d'affiner les estimations des besoins d'investissement afin de valider les modèles et les hypothèses sous-jacents, avant de finaliser le détail des besoins financiers non satisfaits.</p>	<p><a href="#">Ici</a></p>
<p>ODD 15 / Usage des terres, biodiversité</p>	<p>Modèle de gestion de la biosphère mondiale (GLOBIOM) de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués</p>	<p>Modèle d'équilibre partiel utilisé pour explorer les arbitrages et synergies concernant l'utilisation des terres et les services écosystémiques. Il aide les décideurs politiques à comprendre et à minimiser la concurrence en matière d'utilisation des terres et des ressources grâce à une réflexion plus globale. Il décèle les interrelations entre les systèmes impliqués dans la fourniture de produits agricoles et forestiers (par exemple, dynamique démographique, écosystèmes, technologie, climat) ; il détermine aussi l'équilibre du marché qui permet de maximiser la somme des surplus des producteurs et des consommateurs, en tenant compte des contraintes liées aux ressources, à la technologie et à la politique. (Plus de détails dans l'Encadré 8).</p>	<p><a href="#">Ici</a></p>

## 5. L'évaluation des besoins de financement selon différents contextes

L'évaluation des besoins de financement doit s'adapter à des contextes nationaux très variés afin de répondre précisément à leurs besoins. Les éléments clés à prendre en compte sont les suivants :

**Formulation des résultats souhaités ou des objectifs à chiffrer, disponibilité et qualité des données.** Tous les pays n'auront pas fixé d'objectifs chiffrés ou identifié de mesures précises. De même, la quantité et la qualité des données disponibles peuvent restreindre l'utilisation des méthodes habituelles de calcul des coûts. Les bases de données internationales offrent une autre solution. Les pays peuvent également choisir d'adopter des approches qualitatives. Par exemple, lors de l'élaboration de leur INFF, les Îles Salomon ont décidé de ne pas réaliser le calcul complet des coûts quantitatifs en raison des données sous-jacentes limitées ; elles ont préféré élaborer des résumés descriptifs du contexte et des tendances de financement qui seraient nécessaires pour atteindre les objectifs fixés. Ces résumés ont ensuite aidé à formuler la stratégie de financement grâce à l'analyse quantitative des tendances actuelles du financement.

**Capacités et disponibilité des ressources.** Outre les données, les autres ressources essentielles pour entreprendre une évaluation fiable des besoins de financement comprennent l'expertise technique, les outils, le temps et les ressources financières. Il ne s'agit pas seulement de l'évaluation initiale lors de la mise en place de l'INFF, mais aussi des évaluations régulières des besoins afin de veiller à ce qu'elles reflètent les changements dans les tendances et les politiques de financement actuelles et attendues. Pour tenir compte des limites de capacité et de disponibilité des ressources, les gouvernements peuvent ajuster la portée de leurs chiffrages des coûts, en se concentrant sur un secteur/une thématique prioritaire ou sur un type de financement particulier. En outre, il est possible de solliciter le soutien des partenaires de développement internationaux afin de réaliser le chiffrage des coûts.

## 6. Enseignements tirés

Les grandes leçons tirées de la réalisation d'évaluations des besoins de financement au niveau national soulignent la nécessité de recourir à une méthode intégrant des risques autres que financiers, ainsi que le degré d'appropriation et d'implication des diverses parties prenantes. L'implication étroite des ministères concernés dans le chiffrage des coûts peut élargir l'adhésion et favoriser une utilisation efficace des conclusions. L'implication d'experts indépendants peut permettre d'éviter une approche cloisonnée du chiffrage des coûts multisectoriels.



Integrated National  
Financing Frameworks

For more information, visit [inff.org](http://inff.org)

